

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 28 octobre 2020

Objet n° 31 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, M. Youssef Hammouti, Mmes Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Emilie Desmedt, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Taoufik Ben addi, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur les lieux de prostitution en vitrine - Exercices 2021 à 2025 – Renouvellement et modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 0 et 13 abstention(s).

Vu sa délibération du 28 septembre 2016 votant le règlement-taxe sur les lieux de prostitution en vitrine pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2021 ;

Vu les règlements communaux de police et d'urbanisme sur les lieux de prostitution en vitrine ;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables sur le territoire de la Commune ;

Considérant que ces lieux de prostitution en vitrines relèvent d'une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises respectivement à leur charge ;

Considérant que si l'objectif principal d'une taxe est d'ordre budgétaire, rien ne s'oppose à ce que l'autorité communale poursuive parallèlement des objectifs accessoires, d'incitation ou de dissuasion ;

Considérant, à cet égard, que les va-et-vient liés à l'exploitation de ces établissements ont des conséquences néfastes non seulement sur la tranquillité publique, et plus particulièrement sur la commodité de passage, mais également sur la sécurité des quartiers qui les abritent ;

Considérant que la matière visée par le règlement-taxe engendre dans ses alentours immédiats une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publiques de la part des services communaux ;

Considérant qu'en raison de la situation précaire dans laquelle se trouvent les exploitants d'une carrée, il convient que ces derniers disposent d'une base appropriée ;

Considérant qu'on peut raisonnablement estimer que le calcul d'une taxe se fait sur base du nombre effectif des mois d'exploitation, en cas de cessation ou de début de l'exploitation ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 octobre 2020 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2021 à 2025, une taxe communale sur les lieux de prostitution en vitrine.

Article 2

Au sens du présent règlement, il convient d'entendre :

Par « Salon de prostitution en vitrine », toute construction, immeuble ou partie d'immeuble composé d'un salon dans lequel une ou plusieurs personnes se prostituent et d'une ou de plusieurs vitrines donnant sur la voirie, derrière la ou lesquelles cette ou ces

personnes se présentent. Ces personnes se succèdent jour et nuit.

Par « Carrée », toute construction, immeuble ou partie d'immeuble composé d'une ou de plusieurs vitrines derrière la ou lesquelles la personne qui se prostitue est l'exploitante de la carrée.

Par « Vitrine », surface vitrée et transparente derrière laquelle une personne prostituée se trouve.

Par « Personne prostituée », personne qui, moyennant rémunération, se livre à des rapports intimes avec quiconque.

Par « Exploitant », personne physique en son nom propre ou personne physique représentant la personne morale qui exploite la carrée ou le salon de prostitution en vitrine.

Par « Chambre », lieu où concrètement le service sexuel a lieu. Par définition, les carrées n'en comptent qu'une seule.

Article 3

Les chambres tombant sous l'application du présent impôt ne sont pas visées par le règlement taxe sur la mise à disposition et location de chambres et appartements.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant(e) de l'immeuble ou partie de l'immeuble qui abrite l'activité décrite à l'article 2. A défaut de paiement par ce(tte) dernier(e), le propriétaire est tenu comme responsable du paiement de la taxe.

Article 5

° Pour un salon de prostitution en vitrine comportant une ou plusieurs chambres, le taux de la taxe est fixé, au 1^{er} janvier 2021, à 9.941,94€ par chambre. Ce taux est majoré de 2% au 1^{er} janvier de chaque année, conformément au tableau repris ci-dessous :

Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
10.140,78 €	10.343,59 €	10.550,47 €	10.761,48 €

° Pour une « carrée » comportant une seule chambre et pour autant que l'exploitant(e) y exerce seul(e) l'activité décrite à l'article 2, le taux de la taxe est fixé, au 1^{er} janvier 2021 à 625,00€. Ce taux est majoré de 2% au 1^{er} janvier de chaque année, conformément au tableau repris ci-dessous :

Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
637,50 €	650,25 €	663,26 €	676,52 €

Article 6

En cas de cessation ou de début d'exploitation d'un lieu de prostitution en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif des mois d'exploitation. Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé compte en entier.

Article 7

§1^{er} - Pour un exercice d'imposition donné, le contribuable est tenu de remettre à l'Administration communale une déclaration. Il peut aussi remplir cette déclaration via son espace personnel sur le site de l'Administration communale.

§2 - Toutefois, l'Administration communale peut dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si dans la proposition de déclaration figurent des inexactitudes ou des omissions, ou si les données pré-imprimées ne correspondent pas à la base imposable, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

C'est au contribuable de prouver qu'il / elle a déposé dans les délais la proposition de déclaration (corrigée ou complétée).

Si la proposition de déclaration ne contient pas d'inexactitudes ou d'omissions et que les données imprimées correspondent au statut fiscal, le contribuable ne doit pas retourner la proposition de déclaration.

§4 - La proposition de déclaration, complétée par les éléments que le contribuable a signalé dans le délai visé au §3, vaut déclaration. Toutefois, lorsque le contribuable n'a pas respecté l'obligation visée au §3, alinéa 1^{er}, la proposition de déclaration est assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète.

§5 - Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration ou de proposition de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré.

§6 - La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'Administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

Article 9

L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la

notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 10

La taxe est recouvrée, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la Commune.

Article 11

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 28 septembre 2016

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 28 octobre 2020.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 28 oktober 2020****Voorwerp nr 31** van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitster; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Sophie Querton, Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Myriam Boxus, H. Youssef Hammouti, Mevr. Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Emilie Desmedt, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Taoufik Ben addi, Gemeenteraadslid.

#Objet : Belasting op de raamprostitutieruimten - Aanslagjaren 2021 tot 2025 – Hernieuwing en wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 0 en 13 onthouding(en).

Gezien het raadsbesluit van 28 september 2016 stemmend het belastingreglement op de raamprostitutieruimten, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2021;

Gelet op de gemeentelijke reglementen van politie en Stedenbouw op de raamprostitutieruimten;

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat deze raamprostitutieruimten onder een economische activiteit vallen die inkomsten genereert waarvan redelijkerwijze kan beschouwd worden dat de natuurlijke- en rechtspersonen actief in deze sector over de middelen beschikken die hun toelaten te voldoen aan de belastingen die hun respectievelijk worden aangerekend;

Overwegende het feit dat het voornaamste doel van een belasting van budgettaire aard is, verbied de lokale overheid niet om bijkomende doelen te stellen, zoals stimulansen en ontradingen;

Overwegende dat het heen- en weergeloop bij deze inrichtingen negatieve gevolgen heeft, niet alleen voor de openbare rust, in het bijzonder de gemakkelijke doorgang, maar ook de veiligheid in die wijken;

Overwegende het feit dat de activiteit beoogt in dit belastingreglement een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten;

Overwegende dat vanwege de preciaire situatie waarin de uitbaters van een peeskamer zich bevinden is het correct voor hen een aangepaste aanslagvoet te hanteren;

Overwegende dat het redelijkerwijs kan worden beschouwd een belasting te berekenen op basis van het effectieve aantal uitgebate maanden bij stopzetting of aanvang van de uitbating;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Gelet bovendien, op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober 2020 en het administratief dossier; Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de aanslagjaren 2021 tot 2025 een belasting gevestigd op de raamprostitutieruimten.

Artikel 2

In dit reglement moet worden verstaan:

Onder “Salon voor raamprostitutie”, elk gebouw, pand of deel van een pand dat bestaat uit een salon waarin een of meerdere personen zich prostitueren en uit een of meerdere vitrines die uitgeven op de openbare weg, waarachter die persoon of personen zich voorstellen. Die personen volgen elkaar dag en nacht op.

Onder “Peeskamer”, elk gebouw, pand of deel van een pand dat bestaat uit een of meerdere vitrines waarachter de persoon die zich

prostitueert de uitbater is van de peeskamer.

Onder "Vitrine", doorzichtig glasoppervlak waarachter zich een persoon bevindt die zich prostitueert.

Onder "Persoon die zich prostitueert", persoon die tegen vergoeding, intieme handelingen met wie dan ook verricht.

Onder "Uitbater", natuurlijke persoon in eigen naam of natuurlijke persoon als vertegenwoordiger van de rechtspersoon die het salon voor raamprostitutie of de peeskamer uitbaat.

Onder "Kamer", plaats waar de seksuele dienst concreet wordt verstrekt. Peeskamers bestaan per definitie slechts uit één kamer.

Artikel 3

De kamers die onder de toepassing van het huidige reglement vallen, worden, zijn vrijgesteld van de belasting op het ter beschikking stellen en de verhuur van kamers en appartementen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de uitbater van het gebouw of gedeelte van het gebouw, waar de activiteit plaatsvindt zoals vermeld in artikel 2. In geval van nalatigheid van deze laatste, zal de eigenaar aansprakelijk worden gesteld voor de betaling van de belasting.

Artikel 5

° Voor een salon voor raamprostitutie met één of meerdere kamers, is de aanslagvoet op 1 januari 2021 vastgesteld op 9.941,94€ per kamer. Deze aanslagvoet zal op 1 januari van de volgende jaren worden verhoogd met 2%, volgens onderstaande tabel:

Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024	Aanslagjaar 2025
10.140,78 €	10.343,59 €	10.550,47 €	10.761,48 €

° Voor een peeskamer met slechts één kamer en in zoverre de uitbater/uitbaatster zelf de activiteit omschreven in artikel 2 uitoefent, is de aanslagvoet op 1 januari 2021 vastgesteld op 625,00€. Deze aanslagvoet zal op 1 januari van de volgende jaren worden verhoogd met 2%, volgens onderstaande tabel:

Aanslagjaar 2022	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024	Aanslagjaar 2025
637,50 €	650,25 €	663,26 €	676,52 €

Artikel 6

In geval van stopzetting of aanvang van uitbating van prostitutieruimte in de loop van het aanslagjaar, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectieve aantal uitgebate maanden. Voor de toepassing van de bijgaande bepalingen, zal iedere begonnen maand als volledig worden gerekend.

Artikel 7

§1 - Voor een welbepaald aanslagjaar, is de belastingplichtige ertoe gehouden aangifte te doen bij het Gemeentebestuur. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan een belastingplichtige vrijstellen van de verplichting tot aangifte en hem een voorstel van aangifte toesturen. Dit voorstel vermeldt de belastbare grondslag alsook alle informatie en gegevens die in aanmerking zijn genomen.

§3 - Indien op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld of indien de voorgedrukte gegevens niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur, met een duidelijke en volledige vermelding en opgave op het voorstel van aangifte van de correcte gegevens en/of alle verbeteringen of aanvullingen. Het is de belastingplichtige die dient te bewijzen dat hij/zij het (verbeterd of vervolledigd) voorstel van aangifte tijdig indiende.

Indien het voorstel van aangifte evenwel geen onjuistheden of onvolledigheden bevat en alle voorgedrukte gegevens stroken met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte niet indienen bij het Gemeentebestuur.

§4 - Het voorstel van aangifte, aangevuld met elementen door de belastingplichtige binnen de periode bedoeld in §3, geldt als aangifte.

Echter, wanneer de belastingplichtige niet heeft voldaan aan de in §3, 1^{ste} alinea beoogde verplichting, wordt de voorgestelde aangifte beschouwd als een onjuiste of onvolledige verklaring.

§5 - De belastingplichtigen die geen aangifteformulier of voorstel van aangifte ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende aanslagjaar.

§6 - De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de Gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis.

Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 10 tot 12 van dit reglement.

Artikel 9

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige kan de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het Gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen

aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

Het Gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 10

De belasting is te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente.

Artikel 11

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

§1 - De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift

Artikel 14

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2021 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 28 september 2016.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 28 oktober 2020.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE